Burundi: le parquet requiert 15 ans de prison contre quatre journalistes

@rib News, 30/12/2019 â€" Source AFP Le parquet burundais a requis lundi 15 ans de prison à l'encontre de quatre journalistes et leur chauffeur arrêtés le 22 octobre alors qu'ils couvraient l'incursion de rebelles burundais venus de l République démocratique du Congo (RDC) voisine, a-t-on appris auprÃ"s d'un témoin. Ces journalistes travaillant pou lwacu, l'un des derniers médias indépendants du Burundi, sont accusés de «Â complicité d'atteinte à la séc de l'État Â».

Le substitut du procureur a requis «Â aprÃ"s deux heures de débat 15 ans de prison contre les cinq prévenus Â» devan le tribunal de Bubanza (nord-ouest), la province où ils avaient été arrêtés, a expliqué à l'AFP un témoin prése et qui a requis l'anonymat. Selon cette source, le substitut a basé l'essentiel de son argumentation sur un message WhatsApp échangé ce jour-là par l'une des journalistes avec un collà que se trouvant à l' ©tranger, dans lequel e «Â Nous nous dirigerons vers Bubanza (…) pour aider les rebelles Â». Il a également requis à leur encontre 20 ans de privation des droits civiques et demandé la saisie de leur équipement. Le jugement a été mis en délibéré pour un r Les accusés encourent une peine allant de 10 ans de prison à la perpétuité. «Â Les débats ont été bien menés y a eu respect du principe du contradictoire. On a eu le temps d'assurer la défense de nos clients, nous espérons qu‹ vont être acquittés purement et simplement Â», a déclaré à la presse Me Clément Retirakiza, l'un des avocats de défense. Au moins 14 rebelles du groupe burundais RED-Tabara, basé dans l'est de la RDC, ont été tués lors de l'attaque du 22 octobre, la premià re depuis 2017, selon la police burundaise. De son cà té, le mouvement rebelle a affirmé avoir tué une dizaine de membres des forces de défense et de sécurité. Reporters sans frontià res, qui soulign que les journalistes ne faisaient que leur travail, et Human Rights Watch, ont demandé à plusieurs reprises leur libération. Les organisations de protection des journalistes et de défense de droits de l'homme estiment qu'il s'agit d'ul lancé aux médias qui opà rent encore au Burundi à quelques mois des élections générales de mai 2020. Le Burundi occupe la 159e place du classement de la liberté de la presse établi par RSF, alors qu'il était considéré avant le di la crise en 2015 comme un des rares États de la région des Grands lacs à être doté d'une presse libre et indépen Le pays traverse une crise meurtriÃ"re déclenchée par l'annonce en avril 2015 de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisià me mandat controversé. Il a été réélu en juillet de la même année.

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 26 April, 2024, 15:37